

en valeur, ne donne à personne le droit de jouir d'une part des biens et de la prospérité du pays plus considérable que celle dont il jouirait s'il habitait une autre partie du pays moins bien partagée. Comme on l'a dit au cours du présent débat et de certains autres, les gens de l'Est du Canada ne sauraient prospérer ou être heureux bien longtemps si les citoyens des autres régions du pays ne jouissent pas des mêmes avantages qu'eux.

Le plus grand obstacle à la répartition égale des avantages matériels parmi la population du Dominion c'est que l'esprit de bonne entente ne se manifeste pas suffisamment. Un de nos premiers soucis devrait être d'encourager la bonne entente entre les citoyens du pays. Si nous pouvions amener tous les Canadiens à envisager cette question en s'inspirant du principe de la charité nous pourrions, j'en suis certain, arriver à faire du Canada une nation dont nous serions tous fiers.

Une chose qui m'inquiète beaucoup, c'est l'état d'esprit qui s'est manifesté récemment aux Etats-Unis, surtout à l'occasion du discours sur l'internationalisme qu'a prononcé madame Luce, membre du Congrès. Je m'inquiète aussi de l'état d'esprit qui porte certains gens à donner l'impression qu'une province se fait exploiter par le reste du pays. De tels sentiments devront être dissipés dans notre pays comme ailleurs si nous voulons que règne l'esprit de bonne entente. Sans cela, nous ne pourrions attendre autre chose que du mécontentement de la part des gens qui ne peuvent s'assurer une part équitable et raisonnable de la prospérité commune.

Que nous habitons cette province, les Provinces maritimes ou les provinces des Prairies (je suis fier de représenter une circonscription de la Saskatchewan), nous devrions être convaincus qu'il faut nous prêter mutuellement secours. Je dis à ceux qui habitent les provinces plus fortement peuplées et les plus hautement industrialisées du pays que leur province a été colonisée au temps de nos grands-pères, alors que les habitants des provinces du centre et de l'est avaient l'avantage de voir s'y établir des industries très souvent avec l'aide de l'Etat, ce qui se révéla préjudiciable à la province que j'habite. Quoi qu'il en soit, il était nécessaire d'y établir des industries et de faire naître un état de prospérité dans cette section du Canada. Mais quand une personne venant d'une province particulière, prétend que cette province a droit à tout ce qu'elle a dans le moment, je lui dirais qu'après tout le reste de la population canadienne, du moins une proportion importante de celle-ci, a déserté cette province particulière afin de coloniser et de développer d'autres provinces canadiennes. A moins qu'on n'en arrive à une aide et à une com-

[M. Bence.]

préhension mutuelles, ceux qui habitent ces nouvelles provinces, retourneront inévitablement dans les vieilles provinces; et pour peu que nous y réfléchissions avec soin, nous ne voulons pas qu'un tel état de chose se produise. Des pionniers ont quitté l'Ontario, par exemple, et sont allés se fixer dans l'Ouest; s'ils revenaient habiter leur ancienne province ontarienne, ils deviendraient des citoyens de l'Ontario et auraient droit, tout comme les autres citoyens ontariens, de jouir de la prospérité particulière à cette province.

J'affirme donc en toute sincérité qu'il est absolument nécessaire que le gouvernement actuel profite immédiatement de l'occasion qui s'offre à lui dans le moment par le fait que nous sommes en guerre et qu'un très grand nombre de nos gens travaillent, pour assurer au pays une économie nationale bien équilibrée. Quand viendra l'après-guerre, nous serons alors en mesure de mettre en vigueur un projet de sécurité sociale auquel pas un des honorables députés, j'en suis sûr, ne voudra retirer son appui. La chose s'impose si nous voulons l'avènement de cet ordre nouveau que nous appelons tous. Je donnerai un exemple de ce que je veux dire.

L'incident dont je vais faire mention provient, je n'en doute pas, de l'irréflexion. Je ne crois pas qu'il y ait quelque part au Canada des gens prêts à se montrer égoïstes en ce qui concerne la situation économique du pays. La conduite de ces gens provient sans doute du fait qu'ils n'ont pas voyagé par le pays et qu'ils ne comprennent pas les problèmes qui se posent en dehors de leur région. L'incident dont j'ai été témoin est sans grande importance en soi, mais il dénote un état d'esprit. Un officier de l'une de nos trois armes était à étudier la possibilité de trouver dans une certaine ville un immeuble qu'on affecterait au service. Il s'agissait d'une question d'emmagasinage ou de quelque chose du genre. Avec le concours d'un certain nombre d'autres officiers, il visita Toronto, Hamilton, Montréal, Ottawa et Windsor. Il pensa alors que Niagara-Falls renfermait peut-être ce qu'il cherchait. Un des officiers, qui était originaire de l'Ouest, lui demanda s'il avait jamais songé, à cet égard, à Winnipeg, ou Edmonton ou Saskatoon. Le premier répondit qu'en réalité il n'y avait jamais pensé. Il advint finalement qu'ils établirent leur dépôt dans une ville de l'Ouest. Mais ils n'avaient jamais pensé auparavant qu'ils pourraient établir ce genre d'immeuble dans l'Ouest.

Je citerai un autre exemple de cet état de choses qui est une cause de ressentiment, bien qu'il n'y ait pas de mauvaise volonté, j'en suis sûr. Il existe peut-être, dans ce cas, une bonne explication, mais je signale la chose afin de